GG

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 46.118/4
DU 4 MARS 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 27 février 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des projets d'infrastructures consacrées aux crèches. Budget 2009", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"L'urgence demandée par le Gouvernement est justifiée par :

- le fait que le Gouvernement n'a reçu qu'en date du 17 février 2009 l'avis, jugé indispensable, du groupe de travail régional visant à favoriser la création de places d'accueil dans les crèches et qu'il a dû procéder à une réécriture d'une partie de l'arrêté pour tenir compte des remarques techniques émises par les institutions communautaires en charge de la politique de la petite enfance;

- l'impérative nécessité de laisser aux communes des délais suffisants pour, d'une part, répondre à l'appel à projet 2009 avant le 10 avril 2009, et, d'autre part, présenter un projet finalisé avant le 15 octobre 2009, ces délais étant eux-même justifiés respectivement par la nécessité de laisser aux communes un délai réaliste entre la confirmation de la sélection de leurs projets (et la précision quant au montant maximum de l'intervention régionale) et la date-limite pour remettre un dossier complet de demande d'accord de principe d'octroi de subside,

- la nécessité de confirmer, avant la fin de l'année budgétaire 2009, les accords de principes relatifs aux projets et l'engagement budgétaire - émis sur base d'un dossier qui leur est lié ."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

L'article 6, § 1er, VIII, 10/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles attribue aux régions la compétence de financer des missions à remplir par les communes "dans les matières qui relèvent de la compétence des régions, sauf lorsque ces missions se rapportent à une matière qui est de la compétence de l'autorité fédérale ou des communautés".

L'arrêté en projet, qui se donne pour objet de régler l'octroi de subventions aux communes pour des projets d'infrastructures consacrées aux crèches, intervient dans la matière de la politique familiale et d'aide et d'assistance aux enfants, matière attribuée aux communautés, conformément à l'article 128 de la Constitution, par l'article 5, § 1er, II, 1/, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée.

L'organisation et la gestion, y compris le subventionnement, des milieux d'accueil collectif de la petite enfance établis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale par les institutions communales relèvent donc de la compétence exclusive de la Communauté flamande et de la Commission communautaire française (1) (2).

---

(1) En vertu de l'article 3, 7/, des décrets (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 et du 22 juillet 1993 de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

(2) Voir notamment l'avis 33.566/AG, donné le 11 février 2003, sur un avant-projet de décret de la Communauté française devenu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2002-2003, n/ 405/1), ainsi que l'avis 35.557/4, donné le 7 juillet 2003, sur un avant-projet de décret de la Commission communautaire française devenu le décret du 17 février 2005 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, prégardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments (*Doc. parl.*, Parl. Comm. comm. fr., 2004-2005, n/ 13/1).

.../...

Par ailleurs, comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà rappelé dans ses avis concernant des projets similaires [3], la compétence régionale relative au financement général des communes (article 6, § 1er, VIII, 9/, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée) est manifestement étrangère à l'attribution de subventions spécifiques.

Par conséquent, force est de constater que l'arrêté en projet ne relève pas de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale.

---

[3] Avis 42.782/4, donné le 7 mai 2007, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2007 accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la rénovation d'infrastructures communales consacrées aux crèches - Budget 2007 et avis 44.355/4, donné le 3 avril 2008, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 avril 2008 accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la rénovation d'infrastructures consacrées aux crèches - Budget 2008.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.118/4
VAN 4 MAART 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 februari 2009 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot toekenning van toelagen aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de projecten van gemeentelijke infrastructuren bestemd voor crèches (kinderdagverblijven). Begroting 2009", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"L'urgence demandée par le Gouvernement est justifiée par :

- le fait que le Gouvernement n'a reçu qu'en date du 17 février 2009 l'avis, jugé indispensable, du groupe de travail régional visant à favoriser la création de places d'accueil dans les crèches et qu'il a dû procéder à une réécriture d'une partie de l'arrêté pour tenir compte des remarques techniques émises par les institutions communautaires en charge de la politique de la petite enfance;

- l'impérative nécessité de laisser aux communes des délais suffisants pour, d'une part, répondre à l'appel à projet 2009 avant le 10 avril 2009, et, d'autre part, présenter un projet finalisé avant le 15 octobre 2009, ces délais étant eux-même justifiés respectivement par la nécessité de laisser aux communes un délai réaliste entre la confirmation de la sélection de leurs projets (et la précision quant au montant maximum de l'intervention régionale) et la date-limite pour remettre un dossier complet de demande d'accord de principe d'octroi de subside,

- la nécessité de confirmer, avant la fin de l'année budgétaire 2009, les accords de principes relatifs aux projets et l'engagement budgétaire - émis sur base d'un dossier qui leur est lié."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Artikel 6, § 1, VIII, 10/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen draagt de gewesten de bevoegdheid op om door de gemeenten te vervullen taken te financieren "in de tot de bevoegdheid van de gewesten behorende aangelegenheden, behalve wanneer die opdrachten betrekking hebben op een aangelegenheid waarvoor de federale overheid of de gemeenschappen bevoegd zijn".

Het ontworpen besluit, dat als doel opgeeft de toekenning te regelen van toelagen aan de gemeenten voor projecten van infrastructuren bestemd voor crèches, houdt verband met de aangelegenheid gezinsbeleid en hulp en bijstand aan kinderen, een aangelegenheid die overeenkomstig artikel 128 van de Grondwet bij artikel 5, § 1, II, 1/, van de genoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de gemeenschappen is opgedragen.

De organisatie en het beheer, daaronder begrepen de subsidiëring, van inrichtingen voor collectieve opvang van peuters, gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, door gemeentelijke instellingen, behoort dus uitsluitend tot de bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap en van de Franse Gemeenschapscommissie [(1) (2)].

---

(1) Krachtens artikel 3, 7/, van de decreten (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

(2) Zie inzonderheid advies 33.566/AV, gegeven op 11 februari 2003, over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap dat heeft geleid tot het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (*Gedr. St.*, Parl. Fr. Gemeenschap, 2002-2003, nr. 405/1), alsmede advies 35.557/4, op 7 juli 2003 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 februari 2005 betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of het optrekken van gebouwen, voor het inrichten van crèches, oudercrèches, peutertuinen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten, die door hun eentalig Franstalige regeling onder de uitsluitende bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de voorzieningen en de eerste meubilering van die gebouwen (*Gedr. St.*, Parl. Fr. Gemeenschapscommissie, 2004-2005, nr. 13/1).

Bovendien heeft, zoals de afdeling Wetgeving van de Raad van State er in haar adviezen over gelijksoortige ontwerpen [3] reeds op heeft gewezen, de bevoegdheid van de gewesten voor de algemene financiering van de gemeenten (artikel 6, § 1, VIII, 9/, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980) kennelijk niets van doen met het toekennen van specifieke toelagen.

Bijgevolg moet worden vastgesteld dat het ontworpen besluit niet valt onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

---

[3] Advies 42.782/4, op 7 mei 2007 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juni 2007 tot toekenning van toelagen aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de renovatie van gemeentelijke infrastructuren bestemd voor de kinderkribben - Begroting 2007, en advies 44.355/4, op 3 april 2008 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 april 2008 tot toekenning van toelagen aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de renovatie van gemeentelijke infrastructuren bestemd voor crèches - Begroting 2008.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph.	HANSE,	kamervoorzitter,
	P.	LIÉNARDY,	staatsraden,
	J.	JAUMOTTE,	
Mevrouw	C.	GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE